

Les décalages conjoncturels entre la France et ses principaux partenaires

Au cours des dix dernières années, le mouvement économique dans les six grands pays de l'OCDE paraît synchronisé. Depuis 1977 on discerne dans ces pays pris dans leur ensemble trois phases pratiquement concomitantes : expansion jusqu'en 1979, récession en 1980-1981-1982 et de nouveau expansion. La phase actuelle, qui dure maintenant depuis 6 ans, se caractérise par des taux de croissance du PIB de l'ordre de ceux enregistrés en 1977-1979, mais restent inférieurs à ceux des années 1960-1973. La France se distingue toutefois notablement puisqu'elle enregistre en 1982 une relance suivie en 1983 et 1984 par un net ralentissement. Ce n'est qu'à partir de 1985 qu'elle se retrouve en phase avec l'ensemble des autres pays de l'OCDE.

Cependant, même lorsque les évolutions sont de même sens, on doit constater des différences notables dans l'ampleur de la croissance, dans la dynamique et dans l'importance relative des composantes de la demande. En économie ouverte ces différences sont fondamentales car tout décalage conjoncturel entre la croissance de la demande intérieure totale d'un pays et celle de ses partenaires peut se traduire, toutes choses égales par ailleurs, par un excédent extérieur si la croissance de la demande intérieure du pays considéré est moins rapide (on parlera de décalage conjoncturel négatif) ou par un déficit dans le cas contraire (décalage conjoncturel positif).

Il faut de suite préciser que les effets des décalages conjoncturels sont modulés par l'aptitude relative des pays à répondre aux variations de la demande tant externe qu'interne, en maîtrisant en particulier l'évolution des facteurs de la compétitivité.

En outre interviennent également le degré d'ouverture des différents pays et leur situation initiale en matière de solde extérieur et de niveau de compétitivité. On retrouve ici la notion d'"effet de base" : plus un taux de couverture est dégradé, plus le différentiel négatif de croissance de la demande intérieure doit être élevé pour que se résorbe le déséquilibre, sauf à effectuer des gains accélérés de compétitivité.

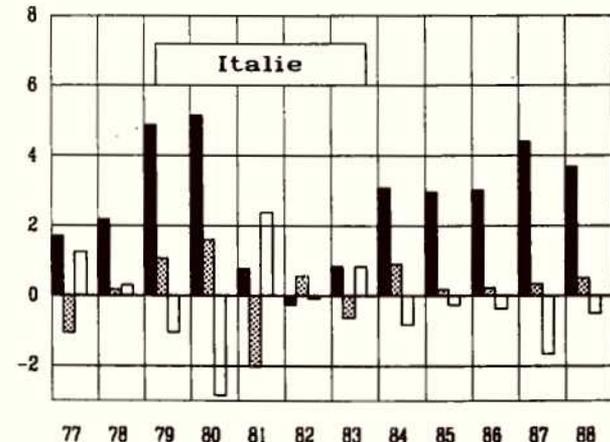
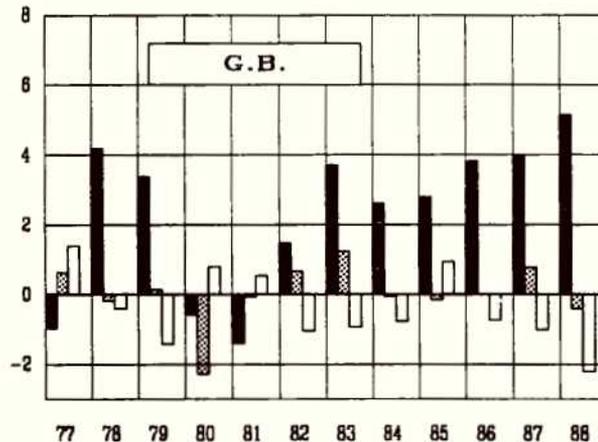
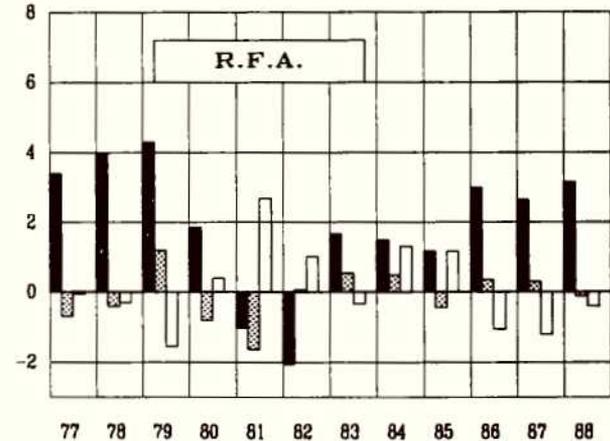
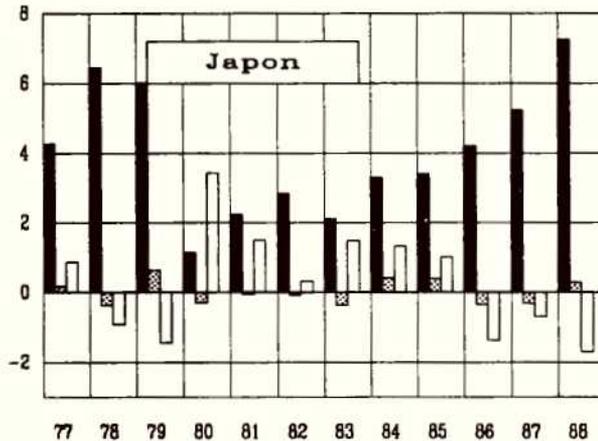
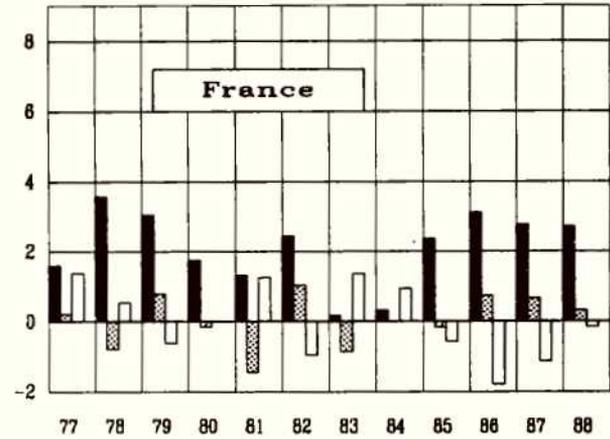
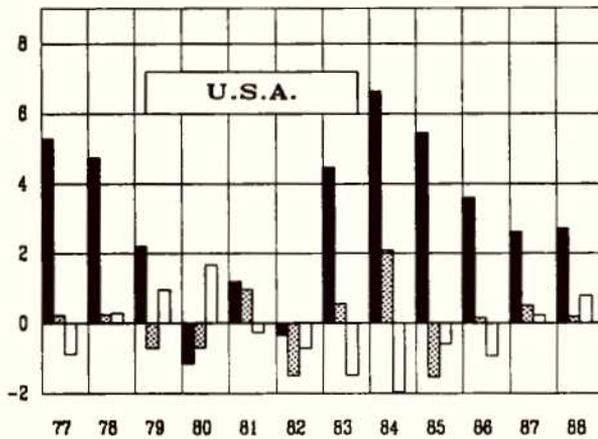
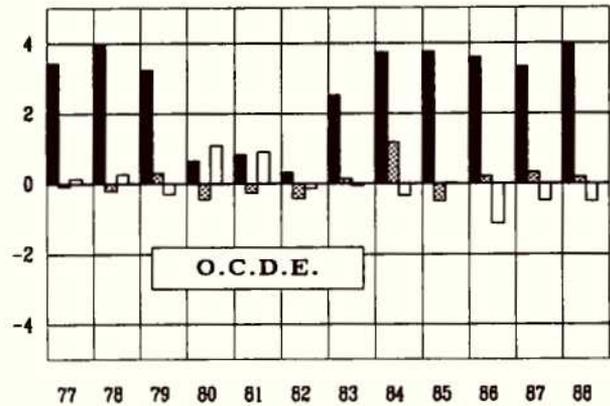
Lorsque survient la phase d'accélération de la croissance mondiale enregistrée depuis 1987, la France se retrouve en décalage conjoncturel négatif. De surcroît, l'évolution de ses coûts salariaux et de ses prix de production est, dans l'ensemble, plus modérée que celle de ses principaux partenaires. Ceci suggère donc d'imputer la persistance du déséquilibre des échanges extérieurs de produits manufacturés aux acquis défavorables des périodes antérieures en matière de niveau de compétitivité prix (différentiels d'inflation passés) et de compétitivité "hors coûts" (adaptation imparfaite de la spécialisation industrielle aux évolutions récentes de la demande, reflétée notamment par la dégradation du taux de couverture des biens d'équipement professionnel).

Contributions a la variation du PIB

Moyennes annuelles

Source : O.C.D.E.
Previsions : I.N.S.E.E. 1988

- Extérieur
- Stocks
- Demande hors stocks



1. Evolution relative des demandes intérieures : pour la France un décalage conjoncturel négatif.

La reprise de l'activité économique mondiale à partir de 1983 a été initiée par une très vive accélération de la demande intérieure des Etats-Unis : légèrement négative en 1982, sa progression a atteint 9 % en 1984. Un décalage négatif très marqué s'est créé au profit du Japon et des pays européens, qui ont en outre bénéficié de gains substantiels de compétitivité du fait de la hausse du dollar. Le commerce extérieur a alors nettement contribué à la progression du revenu intérieur de ces pays.

La contribution de la demande intérieure (hors stocks) à la croissance du PIB des pays de l'OCDE, hormis les Etats-Unis, a également entrepris une reprise à partir de 1984 (Japon, Italie) ou 1985 (France et, dans une moindre mesure parce que la demande intérieure progressait déjà rapidement, le Royaume-Uni). Parmi les principaux pays, la RFA, au contraire et de façon isolée, a enregistré en 1985 un net ralentissement de sa demande intérieure. C'est donc en 1984, en moyenne annuelle, que la demande intérieure de l'ensemble des pays de l'OCDE enregistre la progression la plus rapide.

En 1985, en dépit de la reprise de sa demande intérieure, la France reste en décalage conjoncturel négatif par rapport à la moyenne OCDE. Des six grands, seule la RFA a connu cette année là une plus faible croissance de la demande intérieure. Mais en 1986, celle-ci tend à rejoindre le rythme de progression de la demande intérieure française, relativement élevé cette année là. Depuis lors, l'une et l'autre enregistrent des évolutions assez proches (un peu plus rapide dans le cas de la France en 1987 ; l'inverse en 1988). Dans la phase d'accélération de l'activité observée depuis 1987, la modération de la croissance de la demande intérieure de la France et de la RFA assure à ces deux pays la persistance d'un décalage conjoncturel négatif vis à vis du Japon et de leurs principaux partenaires européens.

Cela ne les a pourtant pas empêché d'enregistrer une contribution négative du commerce extérieur à la croissance de leur PIB. En effet, à compter du second semestre 1985, le ralentissement de la demande intérieure aux Etats-Unis et le retour du dollar à des niveaux moins aberrants ont freiné les exportations des autres pays de l'OCDE, mais pas celles des Nouveaux Pays Industriels. En outre la baisse du prix du pétrole a amélioré les revenus et stimulé la demande intérieure des pays de l'OCDE tout en faisant chuter les commandes des pays producteurs. Au total la contribution de l'extérieur à la croissance du PIB de l'OCDE, et surtout de l'OCDE hors Etats-Unis, a été fortement négative en 1986 et 1987.

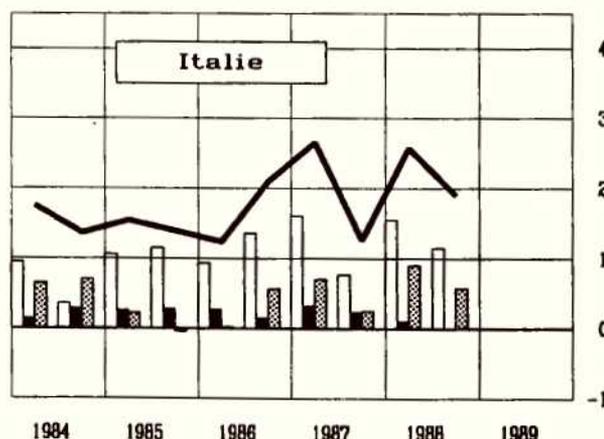
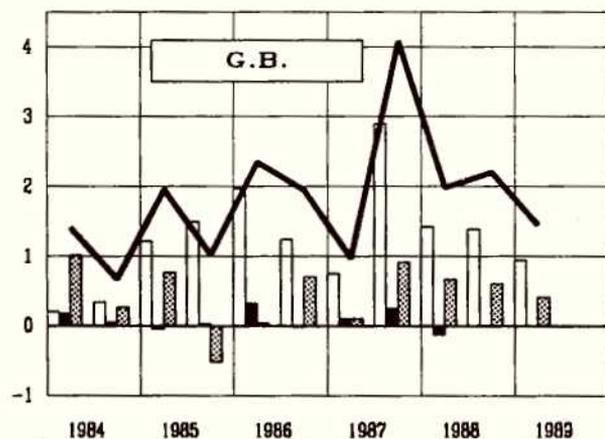
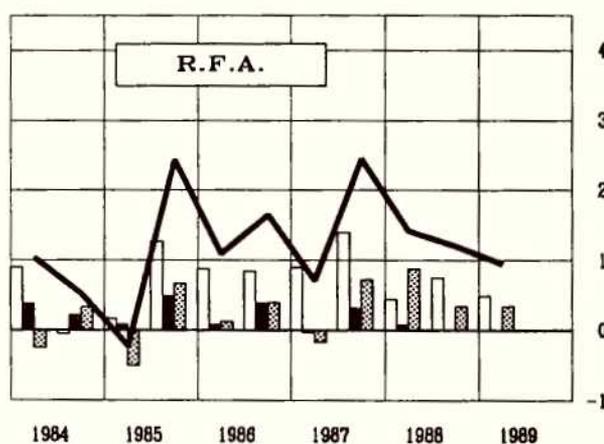
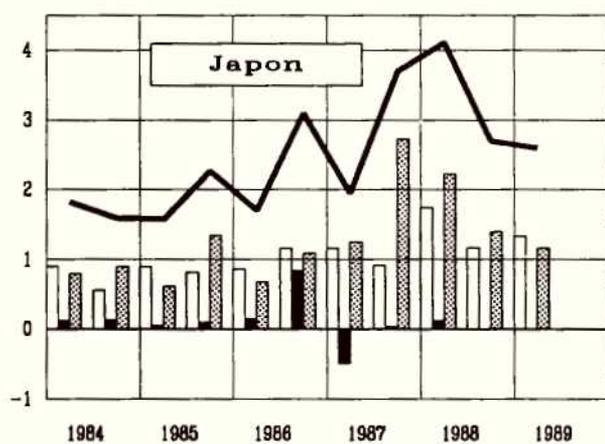
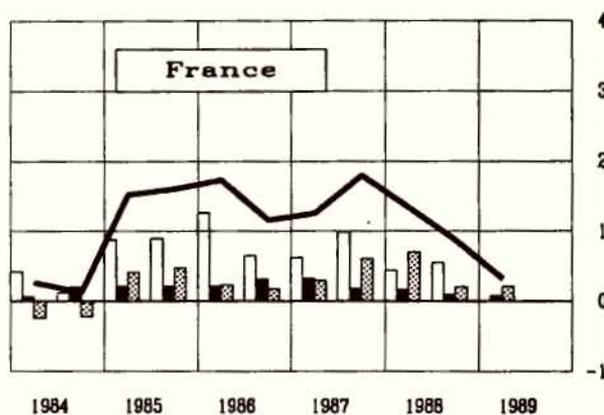
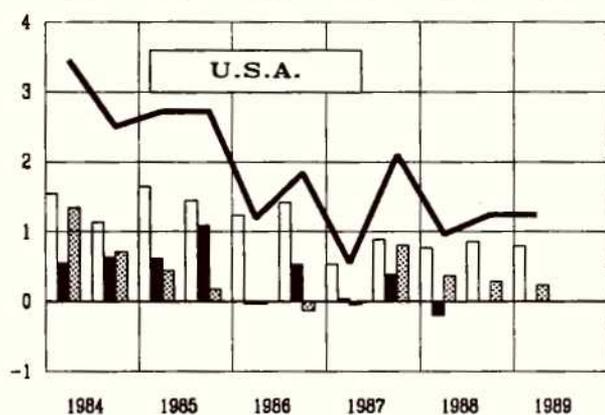
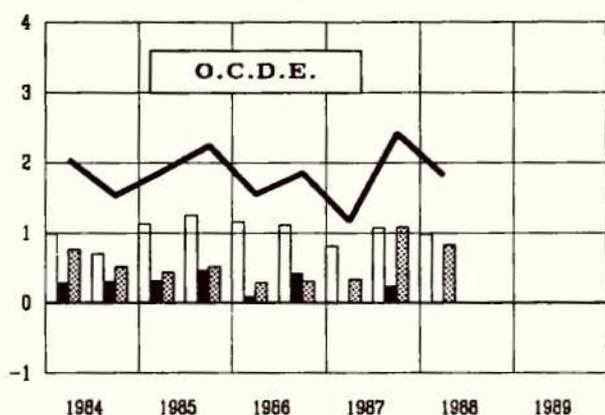
Ces modifications importantes du contexte international surprennent les économies européennes dans des situations conjoncturelles qui peuvent y être plus au moins sensibles. Si l'on s'en tient à la France et à la RFA, on peut observer que, lorsque les chocs de 1985 et 1986 surviennent, cette dernière venait de bénéficier successivement d'un décalage conjoncturel "régional" vis à vis de la France en 1981 et 1982 puis du décalage conjoncturel américain de 1983 à 1985 et se retrouvait encore en situation de décalage conjoncturel négatif vis à vis de tous les autres pays européens en 1985. Par ailleurs la France fut plus durement affectée en 1986 par la chute des commandes des pays producteurs de pétrole, touchant particulièrement son secteur des biens d'équipement professionnel. En effet, en 1985, l'OPEP comptait pour 7,6 % dans les exportations françaises, et seulement pour 5,7 % dans celles de l'OCDE.

Si donc la France est parvenue depuis le deuxième semestre 1987, à éviter un décalage conjoncturel majeur vis à vis de la RFA, la situation initiale de leur commerce extérieur était fort différente et peut expliquer pour une large part les différences de résultats obtenus en matière de soldes extérieurs en valeur. Les "effets de base" peuvent effectivement persister, à l'image de ce qui se passe, dans de plus amples proportions, pour les Etats-Unis et le Japon.

Contributions a la variation de la demande hors stocks

Moyennes semestrielles
 Source : O.C.D.E.
 Previsions : I.N.S.E.E.

-  FBCF
-  Administrations publiques
-  Consommation



En outre le léger décalage négatif de la France par rapport à la RFA est peut-être actuellement en train de s'inverser, mouvement qui se confirmerait au premier semestre 1989 si le durcissement de la politique fiscale allemande engendre bien le ralentissement généralement attendu. Vis à vis du Japon et des autres pays européens, les écarts conjoncturels se réduiraient en cas d'orientation plus restrictive de leur politiques conjoncturelles. Cette approche fort globale mérite d'être complétée par une observation de la modification conjoncturelle des composantes de la demande intérieure finale.

2. Evolution relative des composantes de la demande finale : pour la France, évolution modérée de la consommation et reprise tardive de l'investissement.

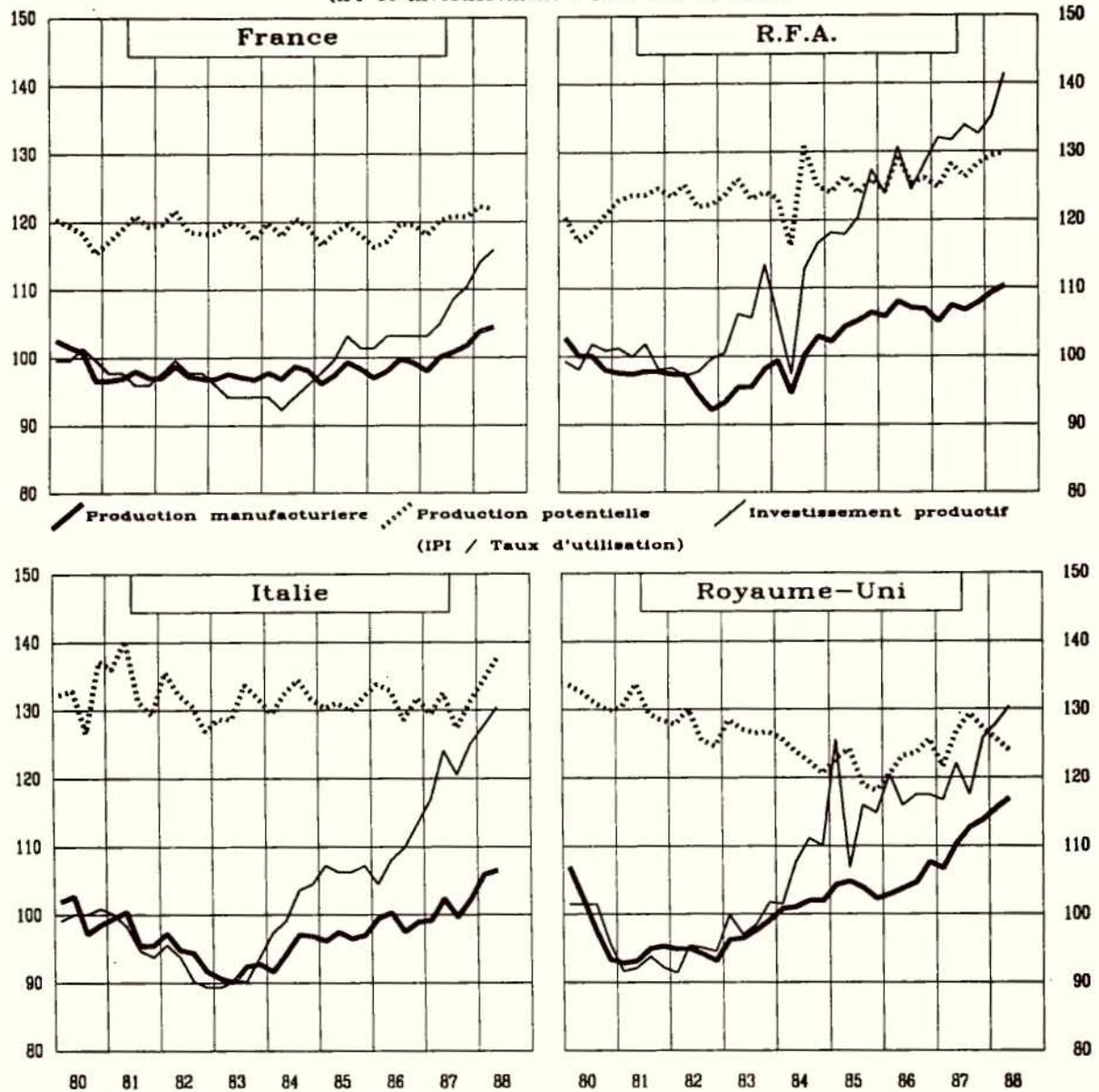
Actuellement c'est en France, où la progression du pouvoir d'achat du revenu disponible est la plus modeste, que la consommation des ménages est la moins dynamique, après un net ralentissement au second semestre 1986. Dans les autres pays de l'OCDE, la consommation des ménages progresse plus rapidement mais pas de façon simultanée. Ainsi, en RFA y a-t-il eu une nette accélération de la consommation au second semestre 1985 puis une contribution prépondérante de celle-ci à la croissance de la demande intérieure jusqu'à fin 1987. Au Royaume-Uni et en Italie, on observe une très nette accélération à partir du début 1985. Au Japon l'accélération débute plus tardivement au second semestre 1986. Quant aux Etats-Unis le mouvement s'est opéré dans le sens contraire puisqu'on note une lente décélération de la consommation des ménages à partir du deuxième semestre 1986. Toutefois tous les pays enregistrent une accélération au premier ou second semestre 1987 puis un ralentissement au second semestre 1987 ou au premier semestre 1988. Fin 1988 et début 1989 la décélération se poursuivra vraisemblablement dans tous les pays mais la France devrait conserver un décalage négatif en ce qui concerne cette composante de la demande finale.

Pour tous les pays sauf pour les Etats-Unis, la contribution de la consommation des APU est modérée. Aux Etats-Unis la contribution de la consommation publique est importante et représente de 1984 à 1985 près de la moitié de celle de la consommation des ménages (les comptes trimestriels américain englobent la FBCF publique dans la consommation publique). Elle est donc bien en partie responsable du décalage conjoncturel qui a engendré le déficit extérieur. Ensuite en relation avec les efforts de réduction de l'important déficit budgétaire, cette contribution s'amenuise. Pour le Japon, il convient de noter la vigueur de la relance budgétaire au second semestre 1986 puis la rapidité de sa résorption. La contribution des dépenses publiques paraît régulière et modérée en France, elle tend à se réduire depuis le second semestre 1987. Elle est beaucoup plus fluctuante en RFA ; à cet égard la contribution positive consentie au second semestre 1987 tend à être résorbée rapidement.

La contribution de l'investissement dans les différents pays présente des profils très contrastés. C'est en France qu'elle est la plus faible, depuis la phase de ralentissement conjoncturel imposée en 1983 et 1984. Elle ne s'accélère vraiment qu'au second semestre 1987. Dans les autres pays, à l'exception des Etats-Unis, on note des mouvements d'accélération plus précoces mais assez chahutés en profil semestriel. Aux Etats-Unis l'investissement a été fort dès la reprise de 1983 puis s'est progressivement essouffé en 1984 et 1985 et a totalement stagné en 1986 et au début 1987. Ensuite, à partir de la fin 1987, comme dans tous les autres pays il s'est accéléré. Au Japon, la contribution de l'investissement, toujours forte, devient considérable au second semestre 1987 et au premier semestre 1988. En Europe, la croissance de l'investissement est beaucoup moins rapide : elle enregistre une première accélération en 1983 ou 1984, qui s'essouffle vite, puis une reprise beaucoup plus nette en 1986 ou 1987 [cf encadré].

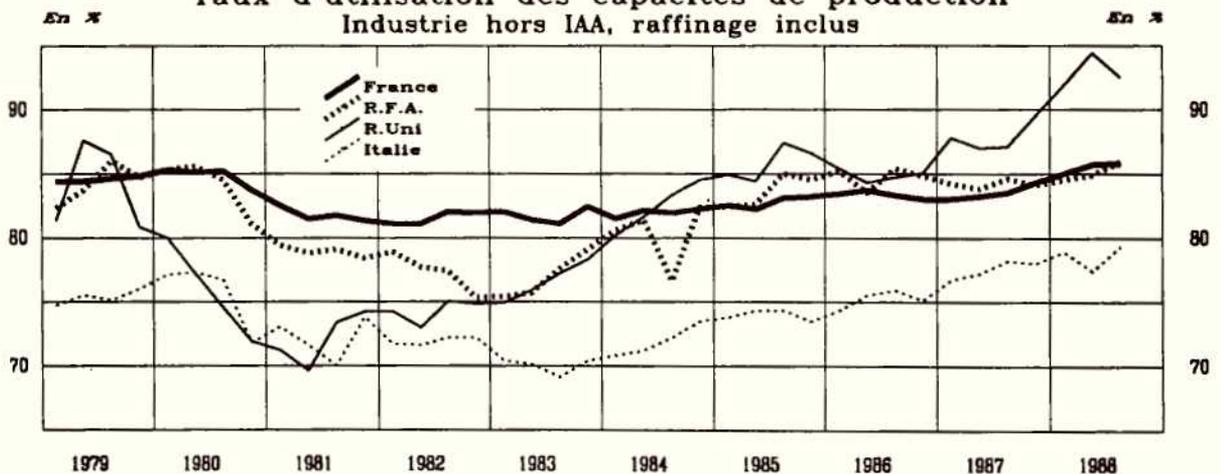
Production et investissement

(IPI et investissement : Base 100 en 1980)



Source : C.E.E.

Taux d'utilisation des capacités de production Industrie hors IAA, raffinage inclus



NB : les évolutions sont plus pertinentes que les niveaux

Source : CEE

Investissement productif et capacité de production, depuis 1980 : une comparaison des quatre principales économies européennes

1. L'investissement productif total 1/.

Deux phases de croissance de l'investissement productif, séparées par une période de stagnation (de moindre croissance pour la RFA), s'observent pour chacun des quatre pays. Un retard et un rythme de croissance moyen plus faible caractérisent la situation de la France :

| | Début des phases de reprise de l'investissement | | Taux de croissance de l'investissement | |
|-------------|---|------|--|-----------------------|
| | 1ère | 2ème | de 87.11 à 88.1 | de 83.1 à 88.1 |
| | | | (taux annualisé en %) | (taux annualisé en %) |
| R F A | 83.1 | 86.1 | 7,7 | 6,7 |
| Italie | 83.4 | 86.2 | 10,0 | 7,5 |
| Royaume Uni | 83.1 | 87.1 | 12,0 (*) | 5,4 |
| France | 84.3 | 87.2 | 10,0 | 3,5 |

(*) fin du premier trimestre 88

Source : OCDE

La reprise en France s'est faite avec retard : un an et demi après la RFA et le Royaume-Uni en 1984 ; un an après la RFA et l'Italie en 1987. Le niveau de 1980 n'est retrouvé en France qu'en 1986.2, contre 1983.1 en RFA et au Royaume-Uni, et 1984.2 en Italie.

Le niveau atteint au second trimestre 1988 témoigne également de ce retard : si l'on prend 1980 pour année de base, il reste inférieur à 120 en France, atteint 130 en Italie et au Royaume-Uni et dépasse 140 en RFA.

La reprise de 1986/1987 se fait toutefois à un rythme élevé, plutôt plus important début 1988 en France que chez ses partenaires européens.

2. La capacité de production

Les deux phases distinguées à propos de la croissance de l'investissement productif sont à rapprocher de l'évolution de la production. Schématiquement, le premier sursaut de l'investissement (entre 1983 et 1984) va de pair avec une stagnation de la capacité de production. Cette dernière est approximativement mesurée par le ratio production industrielle sur taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière. La seconde reprise (1986-1987), par contre, s'opère alors que les tensions dans la production se renforcent, et entraîne la remontée de la capacité de production.

En Allemagne et en Italie, la première reprise de l'investissement productif accompagne une reprise de la production industrielle, mais ne permet pas de sortir de la stagnation des capacités de production : les marges de capacité sont allées diminuant et l'investissement productif a plutôt été dirigé vers la rationalisation et les gains de productivité plutôt que l'augmentation des capacités.

En France, la reprise de la croissance de l'investissement en 1984 coexiste avec une stagnation de la production industrielle : celle-ci ne dépasse son niveau de 1980 que début 1987. La capacité de production reste également à un niveau légèrement inférieur à celui de 1980, jusqu'à la fin 1987. Les investissements sont, pour l'essentiel, des investissements de remplacement et de rationalisation.

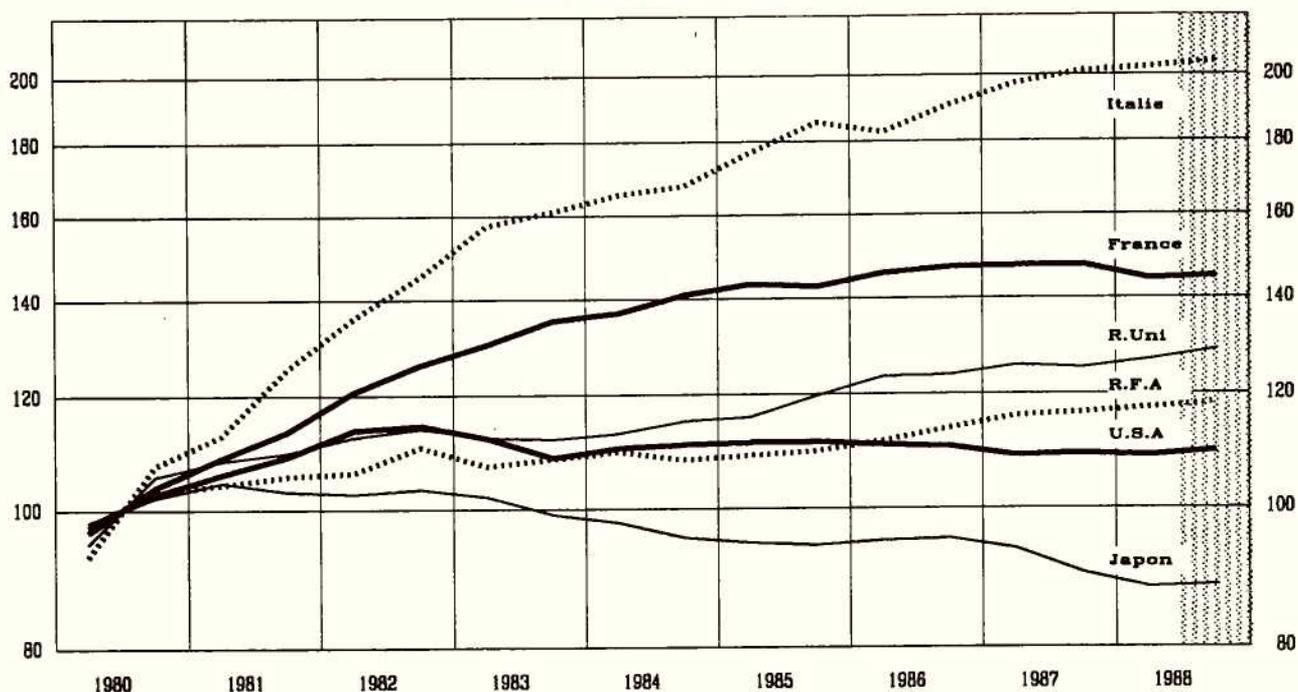
Au Royaume-Uni la capacité de production ne cesse de décroître jusqu'au début 1986. La reprise de l'investissement en 1983 accompagne celle de la production (qui avait chuté de 7 % depuis 1979), et les tensions de capacité de production se font particulièrement vives. Plus qu'ailleurs, l'investissement est tourné vers la productivité, puisque sa forte croissance n'inféçhit la baisse du potentiel de production que depuis deux ans.

Si elles sont moins sensibles qu'au Royaume-Uni, les tensions de l'appareil productif apparaissent également dans les trois autres pays. La seconde reprise de l'investissement survient alors que les taux d'utilisation ont rejoint leurs points hauts de 1978/1979 (et même dépassé en Italie), et engendre une croissance de la capacité de production.

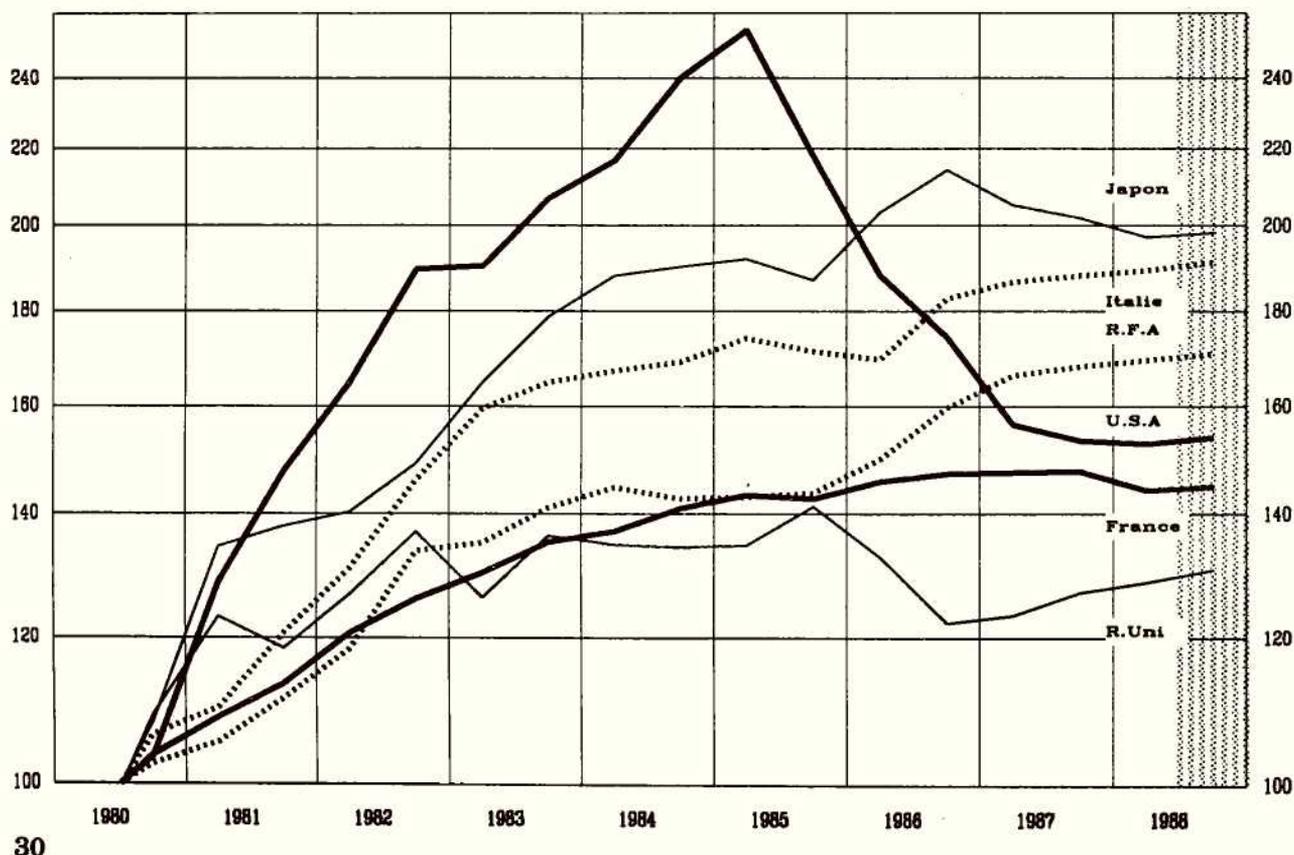
En résumé, l'évolution de l'appareil de production et de son moteur, l'investissement, montre un décalage de la France par rapport à ses partenaires européens : démarrage plus tardif à la fois de la production, de l'investissement, et de la capacité de production. Ce retard pourrait être porteur d'un décalage conjoncturel positif ultérieur. Toutefois, il ne devrait pas apparaître en 1989, étant donnée la persistance des tensions de capacité de production dans les quatre pays considérés.

1/ Formation brute de capital fixe totale hors toute construction, soit investissement productif privé et public en machines et équipements.

Couts salariaux unitaires (industrie manufacturiere)
Indice base 100 en 1980



Couts salariaux unitaires (industrie manufacturiere)
Corriges du change
Indices base 100 en 1980



3. Evolution relative des couts salariaux et des prix de production industriels : pour la France, une modération certaine

En s'en tenant à des indices base 100 en 1980, la modération de l'évolution des coûts salariaux unitaires français dans l'industrie manufacturière est frappante, relativement à celle observée dans les six plus importantes économies de l'OCDE. Si la progression nominale est assez forte jusqu'en 1985, la correction de change l'efface complètement, seul le Royaume-Uni se maintenant à un niveau inférieur.

Sur une période plus récente, depuis le début de 1985, et jusqu'au premier semestre 1988, les coûts salariaux unitaires nominaux sont stables en France, alors qu'ils progressent en RFA, au Royaume-Uni et en Italie, et régressent aux Etats-Unis et au Japon (+ 4,8 % pour la France, + 7 % pour la RFA et le Royaume-Uni, - 12 % pour le Japon).

Exprimés en francs, les coûts salariaux unitaires ont évolué depuis 1985 plus modérément en France qu'en RFA, en Italie et au Japon. Les Etats-Unis ont bénéficié à la fois de la baisse du dollar et de celle des coûts nominaux amorcée dès 1982. Le Royaume-Uni a, quant à lui, compensé la hausse de ses coûts par la baisse de la livre.

La position du Japon est à souligner : la forte réévaluation du Yen a été largement absorbée par la baisse des coûts salariaux nominaux.

Sur la période la plus récente (depuis 1987), les coûts salariaux unitaires sont pratiquement stables en France et au Japon, alors qu'ils progressent dans les quatre autres pays.

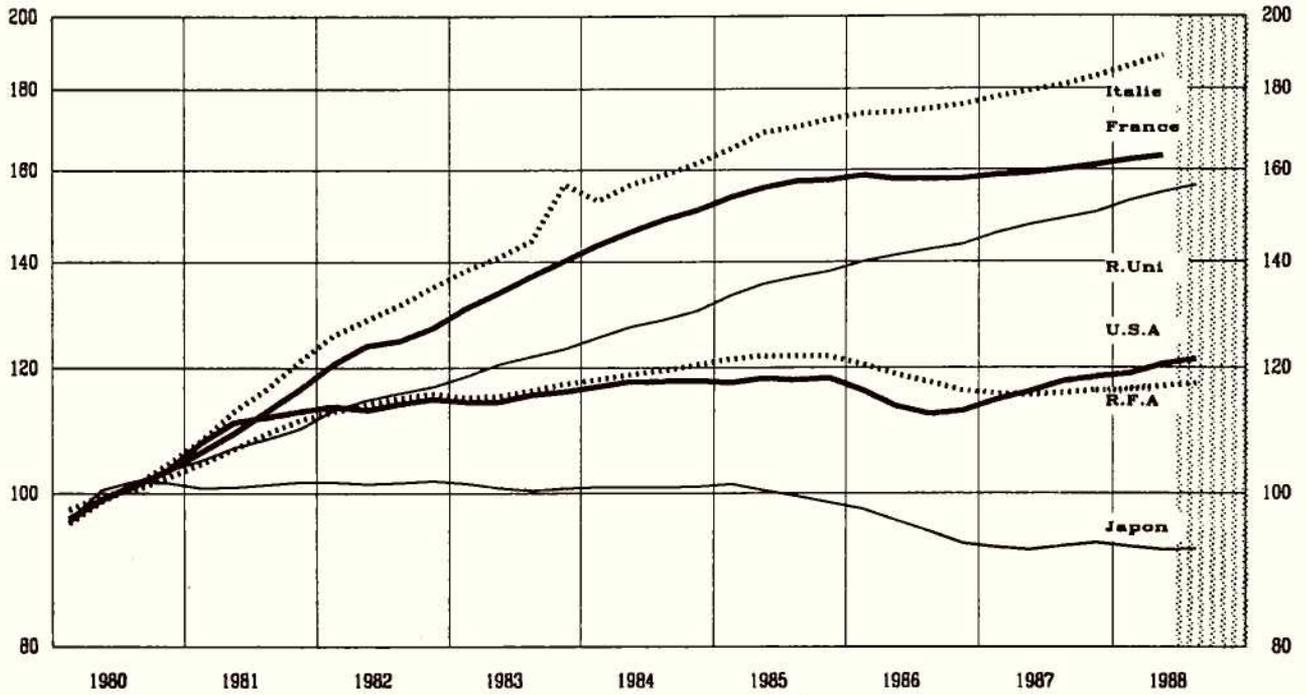
Ces évolutions ne se retrouvent pas entièrement dans les prix de production industriels en monnaie nationale. Du début 1985 à la mi-1988, on observe une faible progression des prix français (+ 5 %), une baisse pour le Japon, ce qui est attendu, mais également pour la RFA (respectivement - 7 % et - 4 %), enfin une hausse pour l'Italie et le Royaume-Uni (respectivement 11 % et 14 %).

Les mouvements de change particularisent à nouveau la position des Etats-Unis qui profitent pleinement de la dévaluation du dollar : les prix de production américains diminuent de près de 30 % sur la même période. Tous les prix étant exprimés en francs, les prix français connaissent l'évolution la plus modérée depuis 1986 (Etats-Unis mis à part) : + 4 % en France, contre + 6 % pour la RFA et le Royaume-Uni. La forte appréciation du Yen est considérablement amortie par l'évolution interne des prix de production japonais, mais celle-ci ne parvient pas à la remarquable compensation observée sur les coûts salariaux : exprimés en francs, les prix de production japonais progressent quand même de 15 %.

Il faut donc noter que les fluctuations du change ne compensent pas exactement les différentiels d'inflation et sont largement influencé à moyen-long terme par l'évolution de la position extérieure des nations (cf. graphique), les différentiels de taux d'intérêt pouvant avoir en outre une influence à court-moyen terme. Ainsi, dans le cas du Japon, l'accumulation d'excédents des transactions courantes pousse à la hausse le taux de change effectif réel du Yen, c'est à dire le taux de change du Yen en monnaie mondiale, corrigé des différentiels d'inflation. A l'inverse les déficits américains successifs ont entraîné la chute du dollar, temporairement dopé de 1981 à 1985 par la hausse des taux d'intérêt et la spéculation. La hausse du dollar à cette période a d'ailleurs permis à la RFA de redresser le solde de ses transactions courantes (après la dégradation provisoire engendrée par la relance de 1978-1979) et de cumuler jusqu'en 1985 les excédents extérieurs sans hausse du taux de change effectif réel du Deutsche Mark. L'ajustement de cette monnaie à la hausse s'est ensuite engagé mais s'est interrompu en 1987, en dépit de la persistance des excédents allemands de transactions courantes.

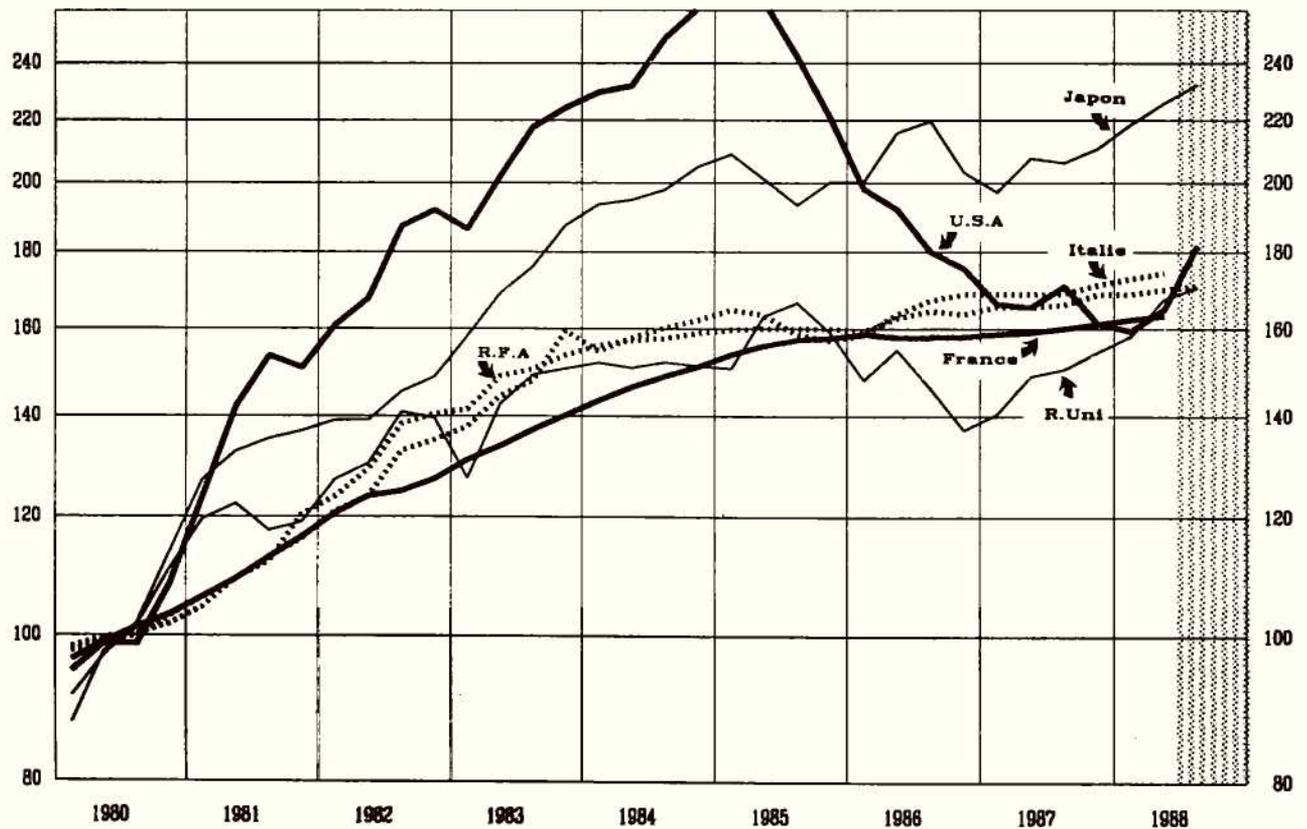
Prix de production (industrie manufacturiere)

Indice base 100 en 1980



Prix de production (industrie manufacturiere)

Corriges du change
Indices base 100 en 1980



Au total la France paraît s'être située tout récemment dans une position conjoncturelle relativement favorable du point de vue du commerce extérieur. L'évolution de sa demande intérieure n'est pas particulièrement rapide et s'est largement rapprochée de celle, fort modérée, de la RFA. L'évolution de ses coûts salariaux unitaires, en particulier depuis 1987, est particulièrement modérée dans l'industrie où les prix de production enregistrent une progression maîtrisée. On doit donc rechercher les raisons du déséquilibre actuel du commerce extérieur de produits manufacturés dans d'éventuelles insuffisances "structurelles" (imparfaite adaptation aux évolutions récentes de la demande, intérieure et étrangère, et faiblesse de la compétitivité hors coûts salariaux : organisation ; commercialisation ; services associés...).

Taux de change effectifs réels et soldes cumules des transactions courantes

